

Regard sur le rapport préélectoral 2026

Élections du Québec 2026

Faits saillants de finances publiques





**Luc Godbout,
titulaire de la
Chaire**

Mot du titulaire Portrait des finances publiques à la ligne de départ électorale

Le rapport préélectoral (RPÉ) sur l'état des finances publiques du Québec présenté par le ministre des Finances contient les prévisions économiques, budgétaires et d'endettement. La Vérificatrice générale (VG) a certifié comme étant plausibles les hypothèses retenues et les prévisions relatives au cadre financier et à la dette, et ce dans tous leurs aspects significatifs. Ainsi, le RPÉ constitue un portrait crédible et le plus à jour sur l'état de l'économie et des finances publiques québécoises.

L'activité économique progresse, mais à un rythme ralenti. Malgré la présence du conflit au Moyen-Orient et du bras de fer commercial avec les États-Unis, le scénario de croissance économique reste plausible et le plus probable de se matérialiser. Aussi, les perspectives des principaux indicateurs économiques s'avèrent assez similaires aux prévisions moyennes du secteur privé.

Parallèlement, le plan de retour à l'équilibre présenté en mars 2025 et requis en vertu de la Loi sur l'équilibre budgétaire demeure en cours de mise en œuvre.

Le solde budgétaire de la première année du plan a été révisé positivement d'un déficit initialement prévu à 13,6 G\$ pour l'année 2025-2026 à un déficit révisé à 7,8 G\$. Il en va de même pour l'année en cours, le déficit initial de 9,5 G\$ est maintenant estimé à 7,7 G\$. Pour les années restantes, le déficit poursuit sa diminution progressive jusqu'au retour à un budget équilibré en 2029-2030. Malgré tout, la concrétisation de ce plan expose toujours deux défis d'exécution.



Luc Godbout,
titulaire de la
Chaire

Mot du titulaire (suite)

Le premier défi concerne un ralentissement de la croissance annuelle des dépenses de portefeuilles. Pour respecter le plan, cette croissance annuelle, qui a été de 6 % au cours des dix dernières années, est projetée à 3,4 % pour 2026-2027, à 2,5 % l'année suivante et limitée à 1 % pour les deux dernières années du plan de retour à l'équilibre. Notons que deux années consécutives avec une croissance des dépenses limitée à 1 % n'ont pas été observées depuis les années 1990.

Si la VG juge plausibles les prévisions en matière de dépenses de portefeuilles, elle souligne toutefois que celles-ci présentent un défi pour 2027-2028, défi qui s'accroît pour 2028-2029, puisqu'elles reposent sur des efforts budgétaires importants. Son rapport détaillé indique qu'il existe un risque que de tels niveaux de croissance puissent avoir des conséquences sur les services à la population ou amener l'État à réduire son intervention dans certains secteurs d'activité.

Afin de mieux saisir les efforts du côté des dépenses, bien que les trois principaux portefeuilles, représentant le deux-tiers du total des dépenses de portefeuilles (santé [+4,6 %], Éducation [+2,8 %] et l'Enseignement supérieur [+4,0 %]) croîtront davantage que l'inflation (2,4 %) d'ici 2028-2029, le rapport de la VG permet de constater que 13 portefeuilles seront de moindre importance en 2028-2029 qu'ils ne l'étaient trois ans plus tôt et que trois autres augmenteront, mais sous l'inflation durant cette période. Si le gouvernement mise sur un chantier sur l'efficacité de l'état, nul doute que des arbitrages resteront nécessaires dans la couverture des services publics.



Luc Godbout,
titulaire de la
Chaire

Le second défi découle de la présence d'écarts à résorber pour les deux dernières années du plan de retour à l'équilibre respectivement de 1,85 et de 2 G\$. Dit simplement, un écart à résorber correspond à un redressement budgétaire requis par des mesures non encore identifiées ou non encore annoncées pour atteindre la cible du cadre financier. Il peut s'agir de mesures visant des recettes additionnelles ou des gestes pour limiter davantage les dépenses.

Notez bien, les écarts à résorber inscrits au cadre budgétaire s'ajoutent à la faible croissance des dépenses au cours des prochaines années. Comme ces deux défis se cumulent, force est de constater la présence d'un cadre budgétaire sous pression.

Enfin, du côté des investissements en infrastructures, l'analyse de la VG indique que le respect de la trajectoire baissière de la dette repose sur une réduction des investissements en infrastructures à partir de 2028. Un tel niveau réduit d'investissement risquerait d'accentuer le déficit de maintien d'actifs des infrastructures existantes.

Pour conclure, rappelons que maintenant que les partis politiques connaissent l'état des finances publiques québécoises, ils ont tout en main pour présenter un cadre financier cohérent avec la situation budgétaire du Québec. Pour cela, ils devront articuler leur vision autour de 3 axes :

- Respecter le plan de retour à l'équilibre;
- Chiffrer leurs engagements;
- Concilier promesses et discipline budgétaire.

Faits saillants de finances publiques – Rapport préélectoral 2026



1. Le rapport préélectoral (RPÉ), préparé par le ministère des Finances, un outil de transparence, met les partis politiques sur un pied d'égalité au moment du déclenchement des élections quant à l'état des finances publiques du gouvernement du Québec
2. La vérificatrice générale (VG) conclut comme étant plausibles les hypothèses retenues et les prévisions relatives au cadre financier et à la dette, et ce dans tous leurs aspects significatifs
3. La prévision de croissance économique est de 0,7 % en 2026, plus faible que celle de 1,1 % prévue au Budget 2026-2027
4. Comparées à une évaluation du PIB potentiel du Québec, les prévisions du RPÉ montrent que l'économie québécoise se situerait sous son niveau potentiel de 2024 à 2029
5. Des incertitudes demeurent sur les prévisions économiques, notamment liées au renouvellement de l'Accord commercial avec les États-Unis et le Mexique
6. Le résultat des comptes publics pour 2025-2026 montre un déficit plus petit qu'au Budget 2026-2027 et le RPÉ 2026 fait de même pour l'année 2026-2027
7. L'équilibre est toujours prévu être atteint en 2029-2030

Faits saillants de finances publiques – Rapport préélectoral 2026



8. Des écarts à résorber toujours présents au cadre financier, mais revus à la baisse pour deux années : celui de 2027-2028 est éliminé et celui de 2028-2029 est réduit de 400 M\$ par rapport au plus récent budget
9. Le RPÉ confirme que les efforts sont surtout mis du côté des dépenses pour retrouver l'équilibre budgétaire
10. La croissance annuelle moyenne des dépenses de portefeuilles entre 2025-2026 et 2029-2030 (année de retour à l'équilibre) est de seulement 1,9 %, un défi
11. 13 portefeuilles sur 25 verront leur enveloppe décroître entre 2025-2026 et 2028-2029, et pour 3 autres portefeuilles, la croissance annuelle moyenne serait inférieure à l'inflation moyenne prévue
12. Des risques et des incertitudes sont identifiés tant du côté des revenus que des dépenses, ainsi que pour le respect des lois budgétaires
13. Les prévisions de dette nette sont revues à la baisse sur toute la période de prévision par rapport au Budget 2026-2027
14. Le RPÉ contient les renseignements requis, faisant en sorte que les partis ont en main une base commune pour construire les cadres financiers
15. Des outils peuvent aider les partis à construire leur cadre financier sur une base commune

Le Rapport préélectoral, c’est quoi	8
Verdict de la vérificatrice générale	15
Perspectives économiques	17
Cadre financier du gouvernement	25
Endettement	38
Qualité de l’information	44
Autres	46

Note : Les informations du présent Regard CFFP sont essentiellement tirées de :
Ministère des Finances du Québec (2026), *Rapport préélectoral sur l’état des finances publiques du Québec – Août*
Vérificateur général du Québec (2026), *Analyse détaillée du Vérificateur général du Québec portant sur le rapport préélectoral 2026*



Rapport préélectoral

C'est quoi?

1

Utilité

– Objectif

- Un outil de transparence
- Met les partis politiques sur un pied d'égalité au moment du déclenchement des élections

2

Sous la responsabilité de

– Partagée

- Ministère des Finances du Québec
- Vérificateur général du Québec

3

Diffusion

– 3^e lundi d'août de l'année électorale

- Hypothèses et prévisions en date du 10 juillet 2026

Éléments	Grandes dates
Premier projet du RPÉ transmis par le MFQ au VGQ	5 ^e jour ouvrable suivant le 20 juin → 9 semaines avant sa diffusion
Transmission du RPÉ au VGQ	Fin de la 6 ^e semaine avant sa diffusion → Après : le MFQ peut apporter des modifications découlant des travaux du VGQ
Transmission au MFQ de l'opinion du VGQ	2 ^e lundi d'août
Diffusion par tout moyen jugé approprié du RPÉ incluant l'opinion du VGQ – dès son dépôt à l'AN	3 ^e lundi d'août
Expiration de la législature et déclenchement des élections	Fin août de la 4 ^e année civile
Élection générale	1 ^{er} lundi d'octobre



Rapport préélectoral

Contenu



Prévisions et hypothèses économiques

- Sur 5 ans



Prévisions composantes du cadre financier

- Cadre financier sur 5 ans
- Dépenses ventilées par champs d'activité de l'État (3 ans)



Rapports de suivi sur

- Loi sur l'équilibre budgétaire
- Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations



Rapport de certification

- Conclusion sur la plausibilité des prévisions et des hypothèses sur les 3 premières années financières du RPÉ
- Commentaires appropriés découlant de ses travaux
- Appréciation de la réception des renseignements et documents demandés



Rapport détaillé

- Si jugé approprié
- Rapport détaillant les travaux de certification

Plausibilité

- ✓ C'est lorsque ...
- ✓ *...les hypothèses utilisées pour l'établir sont complètes, réalistes, objectives (sans biais apparent) et cohérentes entre elles ou encore avec d'autres sources ou avec les tendances historiques.*
- ✓ [...]

Probabilité

- ✓ Ne pas confondre avec une probabilité
- ✓ *Les prévisions portent sur des événements futurs, donc encore inconnus par définition [...]*
- ✓ *[...] les résultats réels seront différents de ce qui est prévu [...]*
- ✓ *[...] conclusion ne porte pas sur la probabilité que les prévisions se réalisent*



Verdict de la vérificatrice générale RPÉ 2026

Prévisions

Caractère plausible



Économiques et financières



Risques accentués post 10 juillet : nouveaux tarifs (ACEUM) et reprise des tensions entre l'Iran et les États-Unis



Revenus



Après 10 juillet : Nouveaux revenus du fédéral dans le cadre de l'initiative *Une Équipe Canada forte*



Dépenses de portefeuilles



Reposent sur une diminution de la croissance des dépenses en 2027-2028 et 2028-2029, ce qui constitue un défi



Dette et service de la dette



Depuis 2022-2023, une augmentation du déficit comptable, (...) et une augmentation des investissements dans les immobilisations expliquent principalement la croissance de la dette

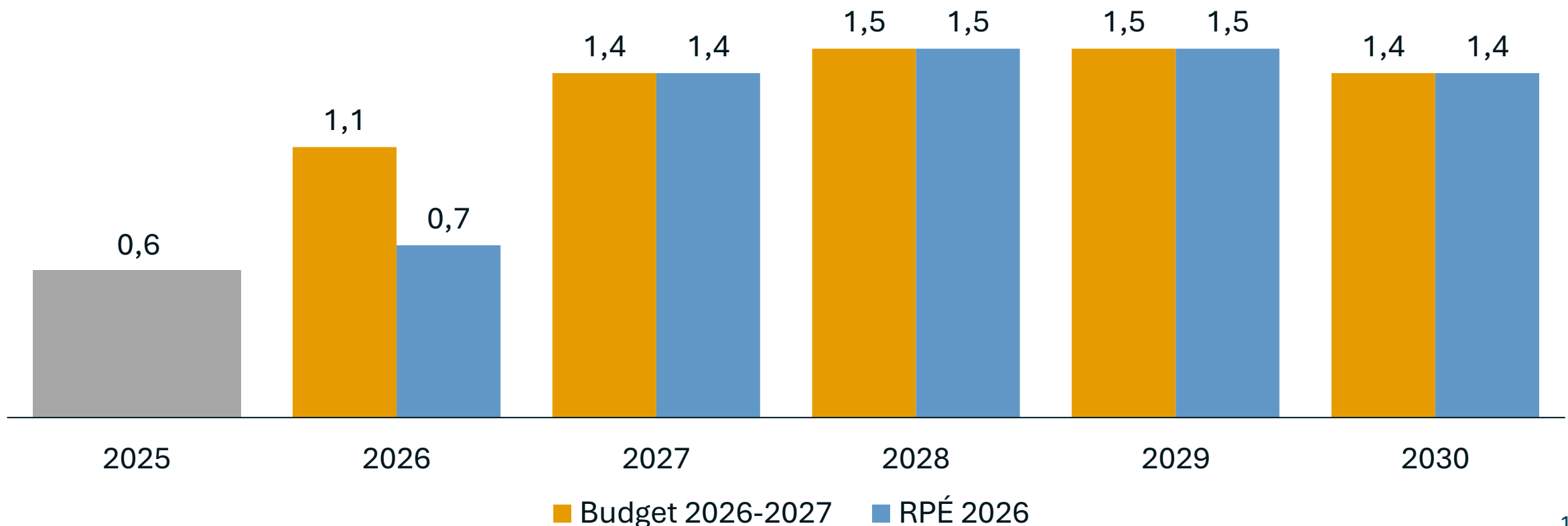


Rapport préélectoral

Perspectives économiques

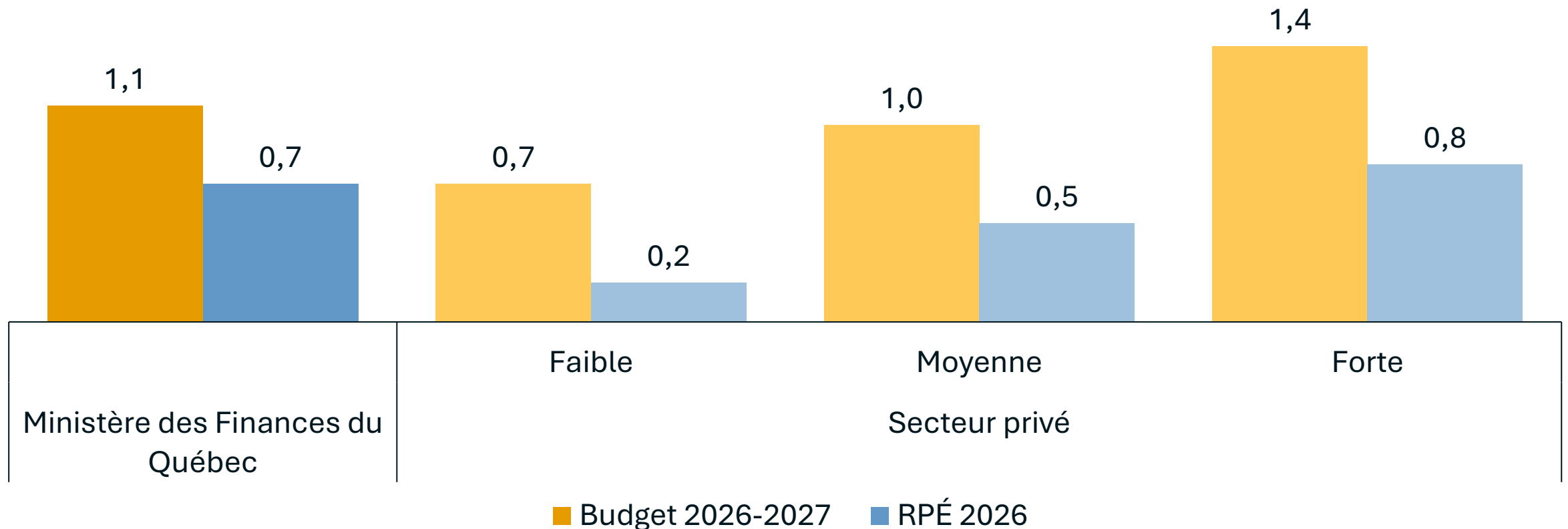
- La prévision de croissance économique est de 0,7 % en 2026, plus faible que celle de 1,1 % prévue au Budget 2026-2027
- Les perspectives de croissance économique sont les mêmes pour les années subséquentes, sans rattrapage

Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)



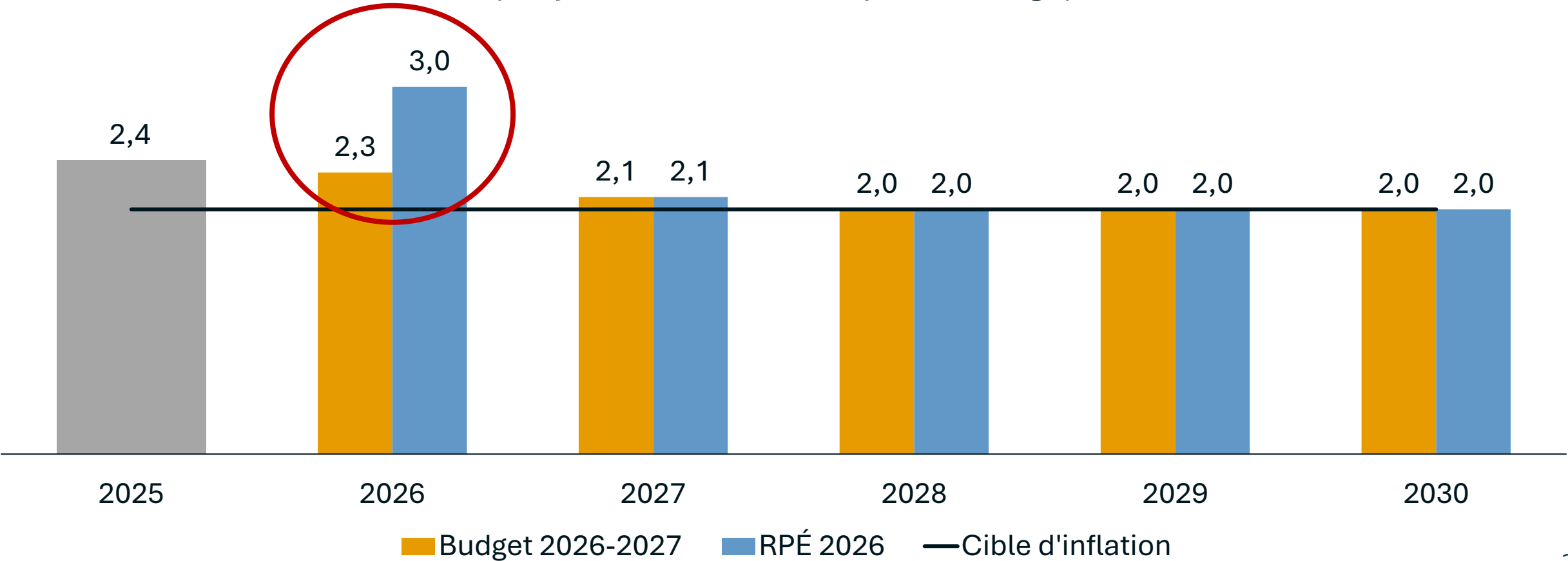
- Taux de croissance prévu pour 2026 est supérieur à la moyenne des prévisions du secteur privé
- Les prévisions du secteur privé sont revues à la baisse depuis le Budget 2026-2027

Taux de croissance du PIB réel pour 2026 (en pourcentage)



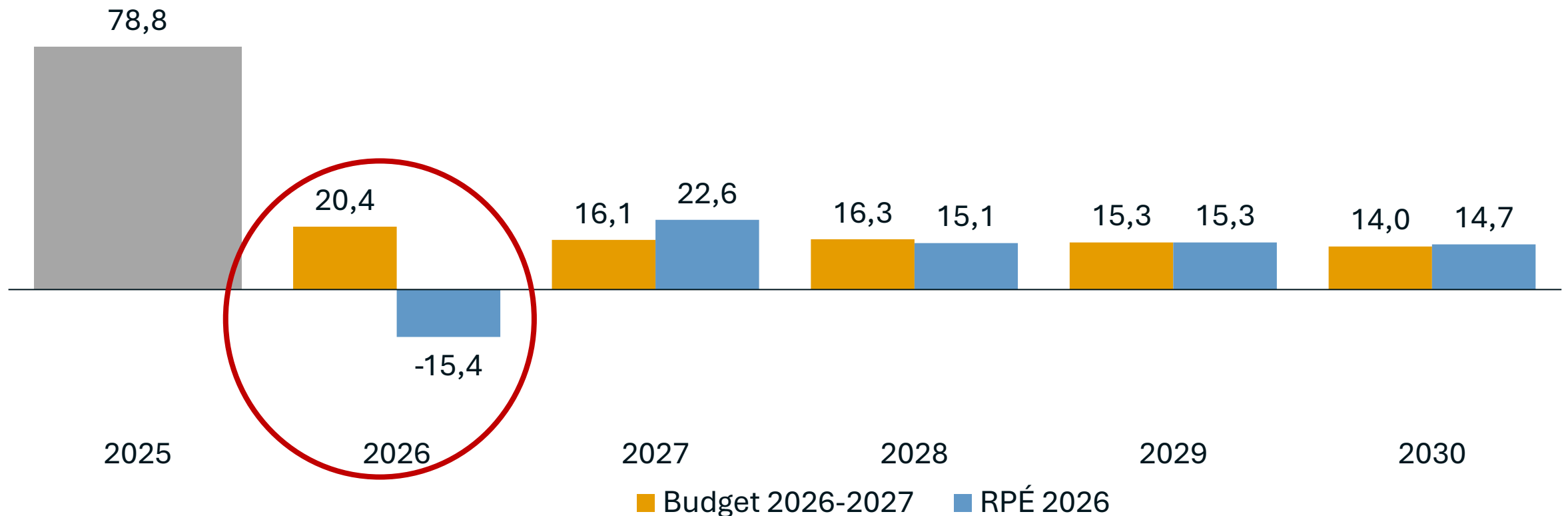
- La prévision d'inflation est de 3 % en 2026, plus élevé que celle de 2,3 % prévue au Budget 2026-2027

Taux d'inflation de l'IPC d'ensemble
(moyenne annuelle, en pourcentage)



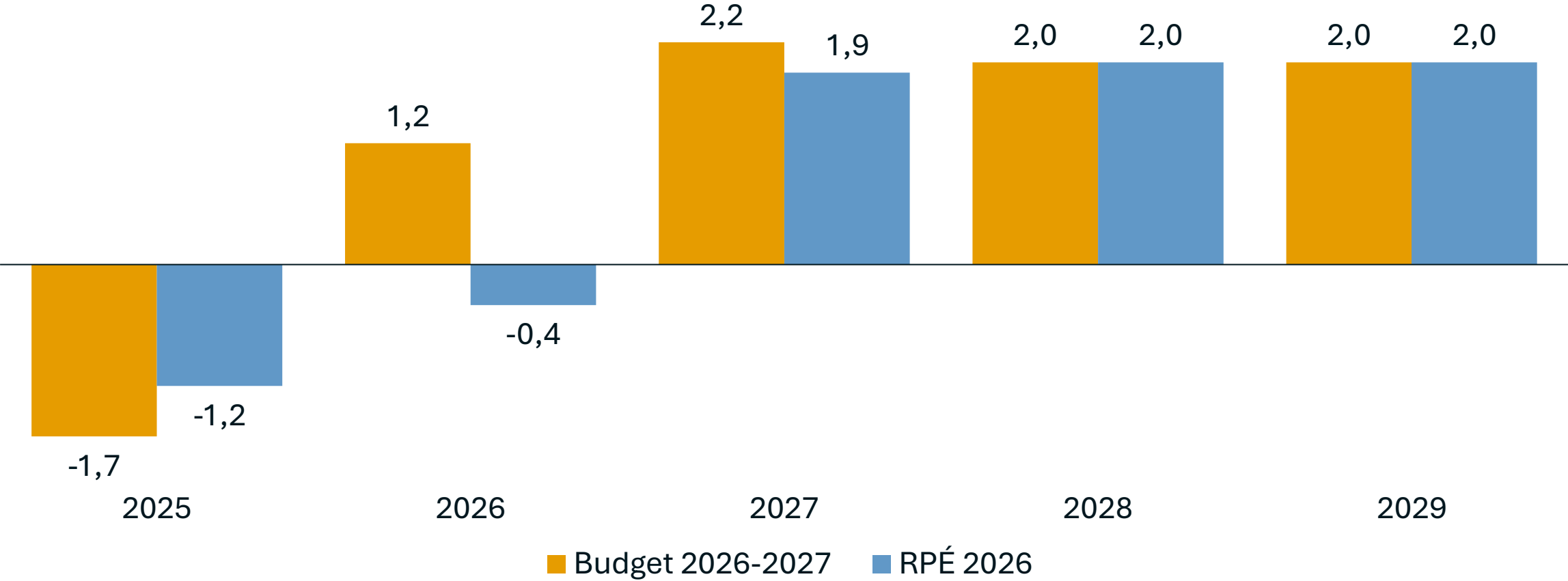
- Création d'emplois prévue en 2026 est inférieure à celle du Budget 2026-2027, et même négative avec une perte de 15 400 emplois
- Création d'emplois prévue en 2027 plus élevée qu'au Budget 2026-2027

Création d'emplois (en milliers)



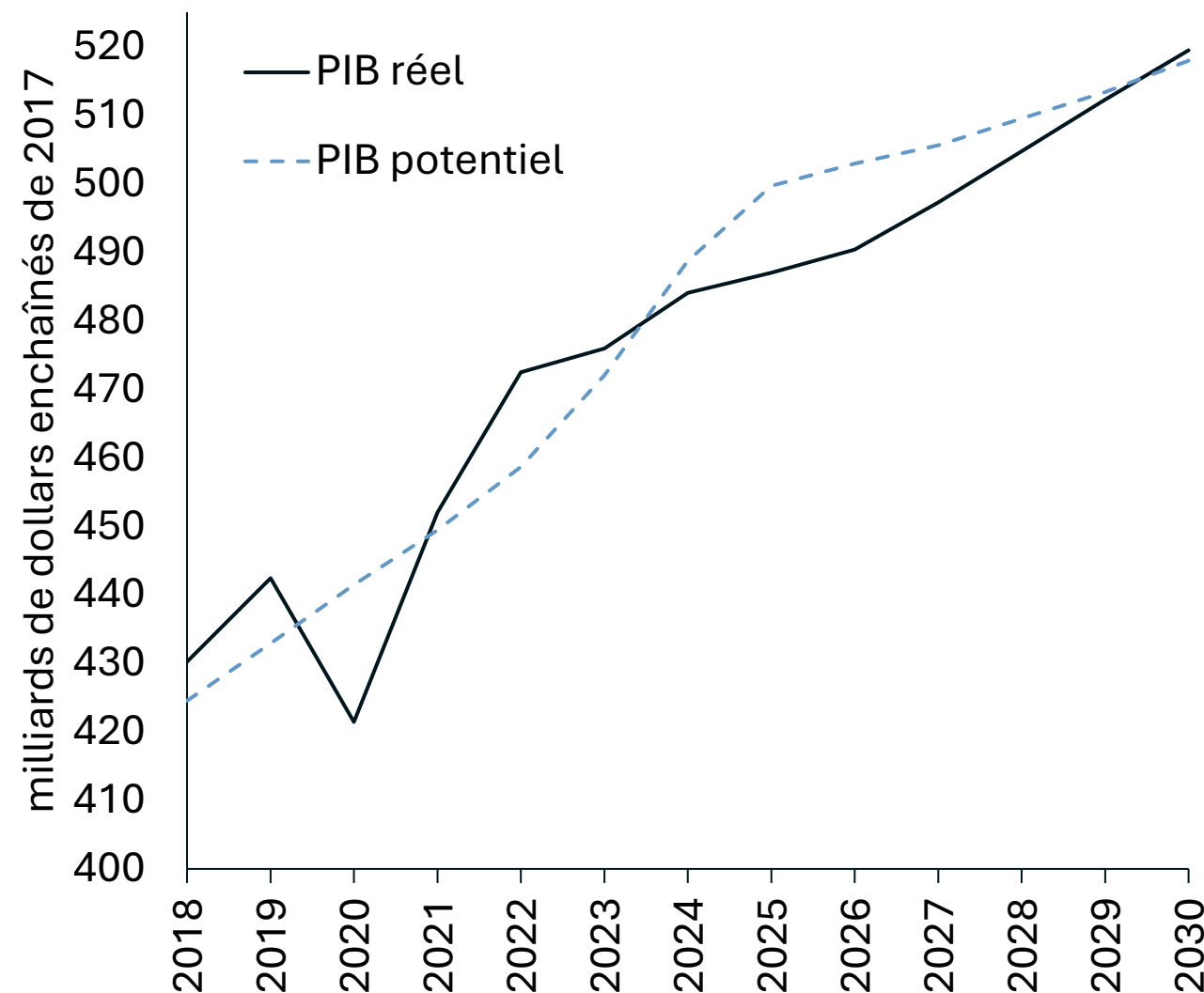
- Décroissance des exportations pour 2025 plus faible que prévue au Budget 2026-2027
- Décroissance des exportations prévue pour 2026, contrairement au Budget 2026-2027

Croissance des exportations (en pourcentage)



- Révision annuelle de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)
- Tarifs douaniers américains
 - Événements survenus après le 10 juillet 2026
- Taux d'emploi et productivité
- Pression à la hausse sur les prix

- Comparées à une évaluation du PIB potentiel du Québec, les prévisions du rapport préélectoral montrent que l'économie québécoise se situerait sous son niveau potentiel de 2024 à 2029.
- L'écart négatif entre le PIB potentiel et le PIB réel culmine à -2,5 % en 2025 et 2026, puis diminue progressivement pour s'effacer complètement en 2030.



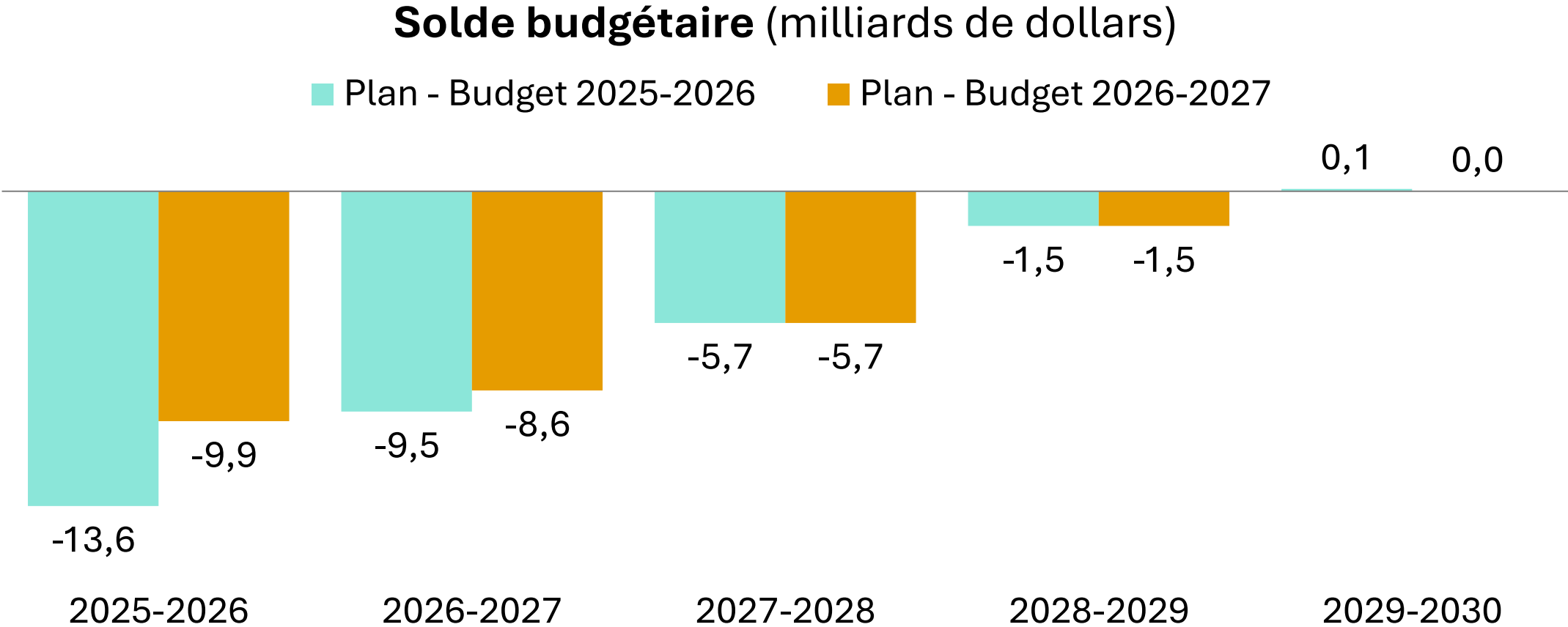


Rapport préélectoral

Cadre financier



- Le plan de retour à l'équilibre initial présenté au Budget 2025-2026 montrait des déficits plus importants les deux premières années que celui présenté au Budget 2026-2027.

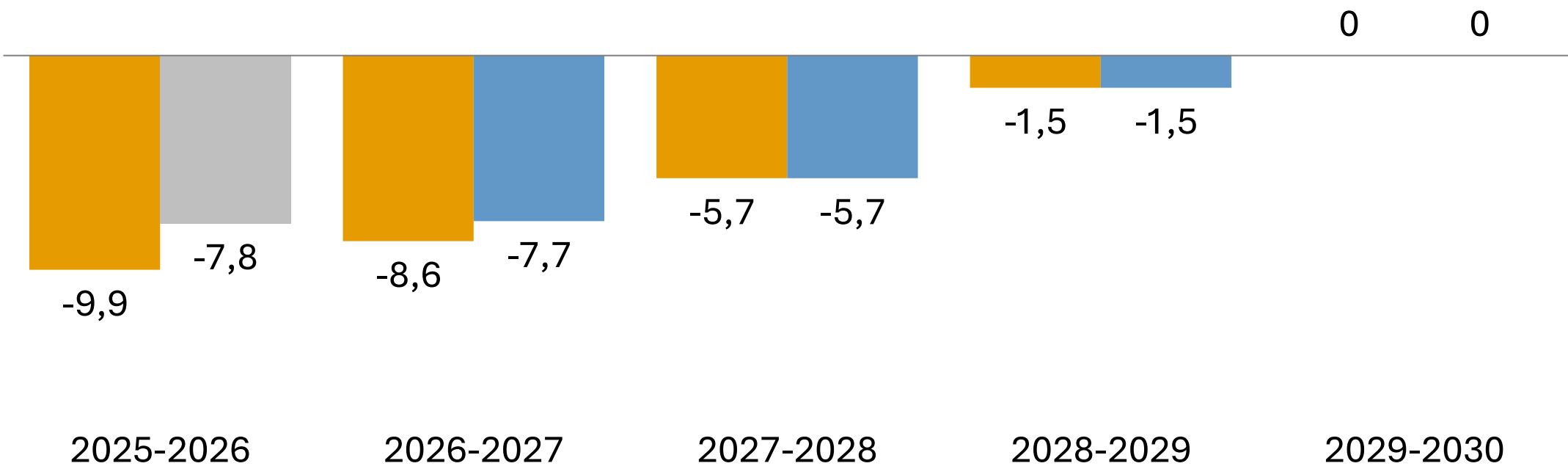




- Le résultat des comptes publics pour 2025-2026 montre un déficit plus petit qu'au Budget 2026-2027 et le Rapport préélectoral 2026 fait de même pour l'année 2026-2027.
- L'équilibre est toujours prévu être atteint en 2029-2030

Solde budgétaire (milliards de dollars)

■ Plan - Budget 2026-2027 ■ Réel et Plan - RPÉ 2026



■ Un écart à résorber ...

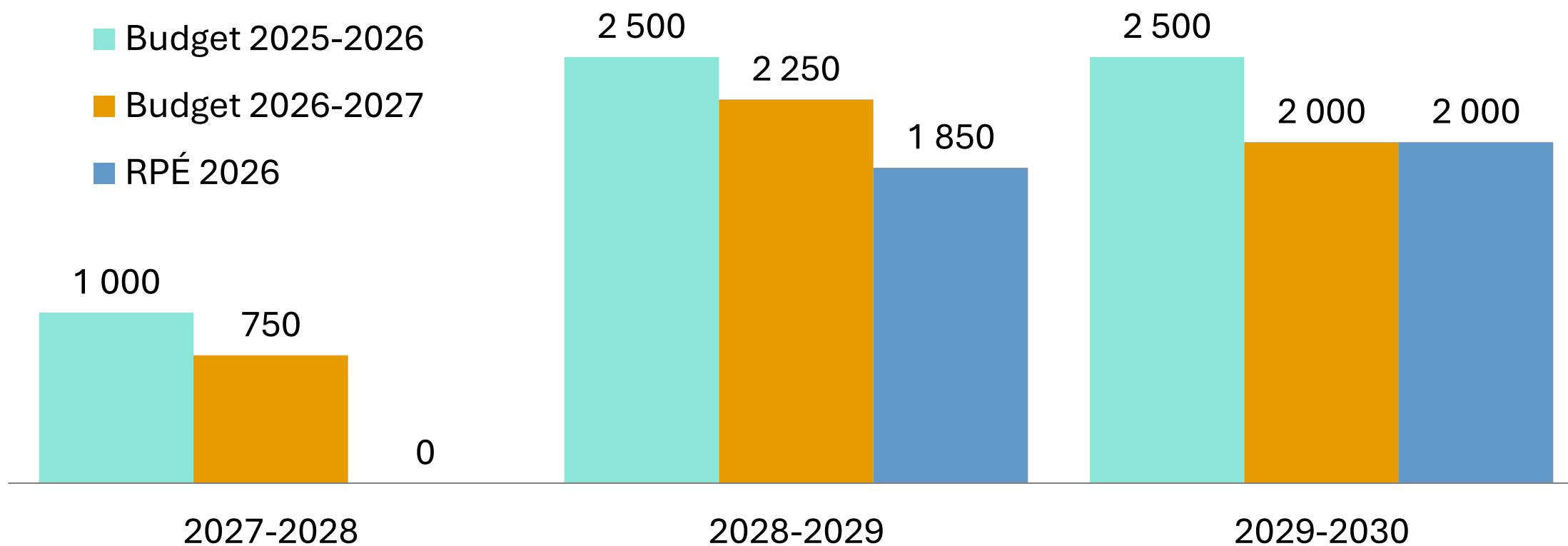
...correspond à un redressement budgétaire requis pour atteindre la cible du solde budgétaire indiqué au cadre financier. Il s'agit donc de mesures non encore identifiées ou non encore annoncées. Ces mesures peuvent viser des recettes additionnelles ou des gestes pour limiter les dépenses.

Un plan qui inclut des « écarts à résorber »



- Les écarts à résorber présents au cadre financier ont été revus à la baisse par rapport au plan initial pour les trois années, l'écart a été complètement éliminé pour 2027-2028 dans le RPÉ

Écarts à résorber (en millions de dollars)

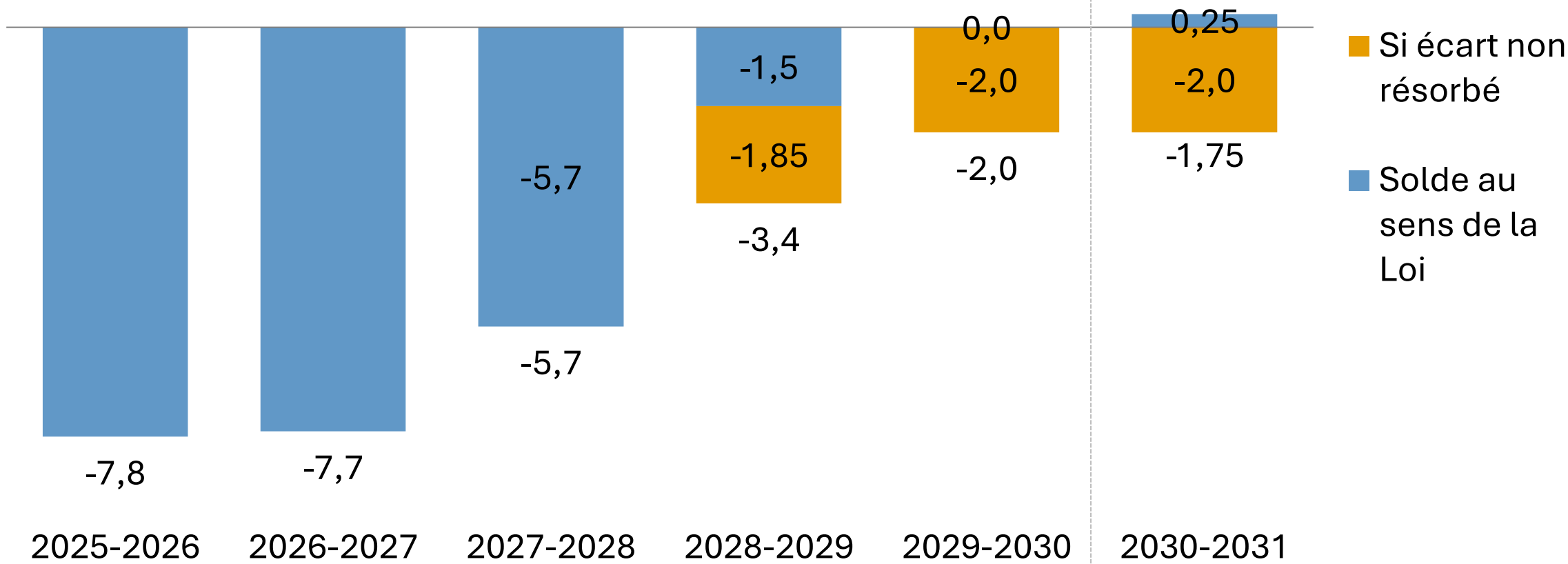


Résultats RPÉ - Soldes budgétaires et écarts à résorber sur l'ensemble du cadre financier

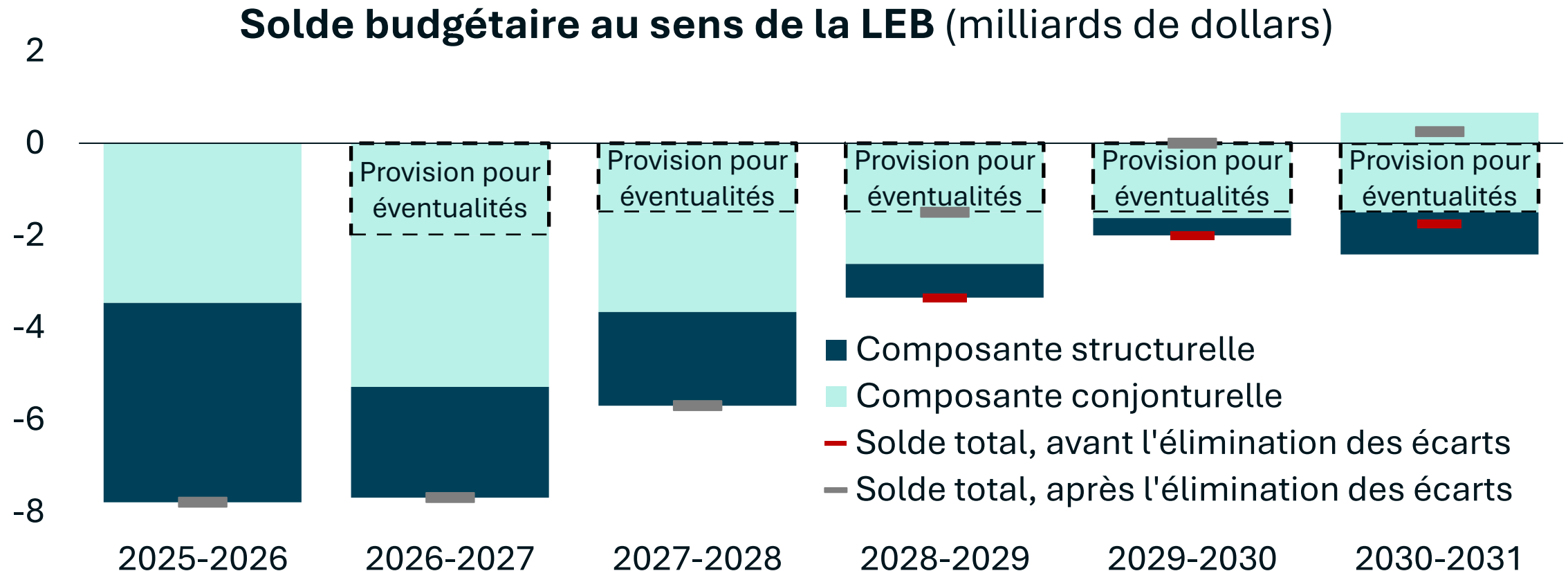


■ Si les écarts à résorber ne le sont pas, la LÉB ne serait pas respectée

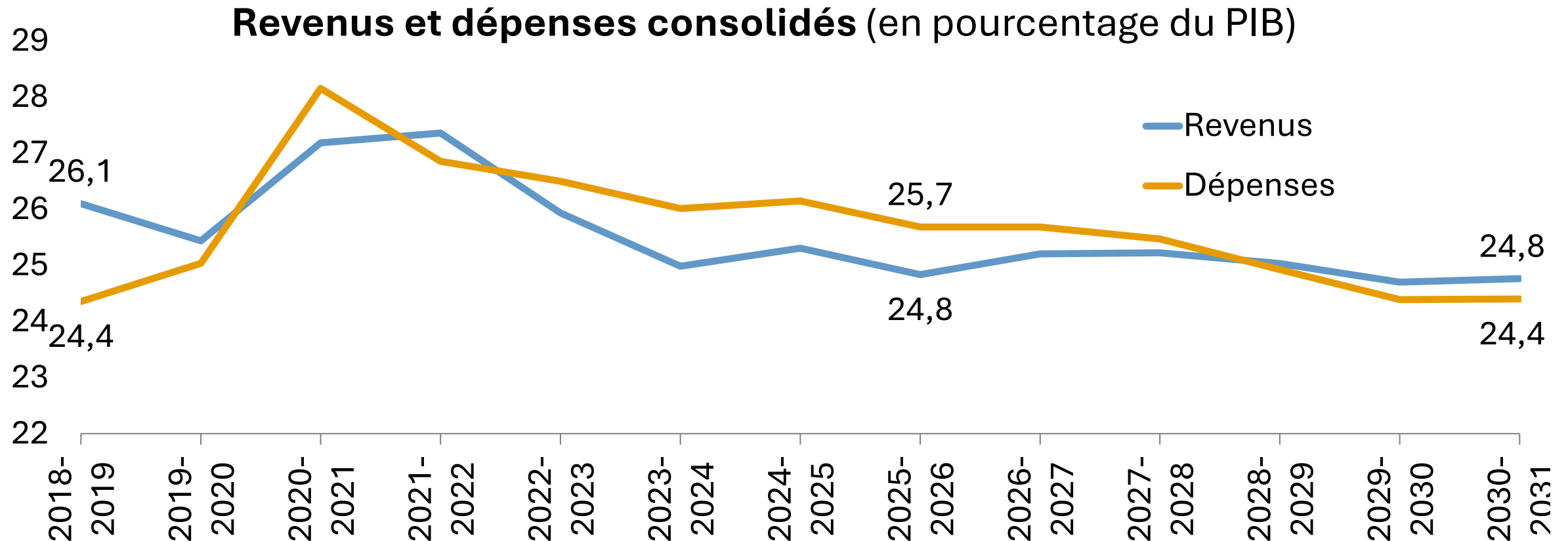
Solde budgétaire (en milliards de dollars)



- En 2025-2026, la composante structurelle explique un peu plus de la moitié du déficit au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire (LEB). Par la suite, la composante conjoncturelle domine.
- Le déficit structurel diminue jusqu'en 2029-2030, passant de 4,3 G\$ en 2025-2026 à 0,4 G\$, puis augmente à 0,9 G\$ en 2030-2031 alors que la croissance des dépenses accélère à 3,1 %.



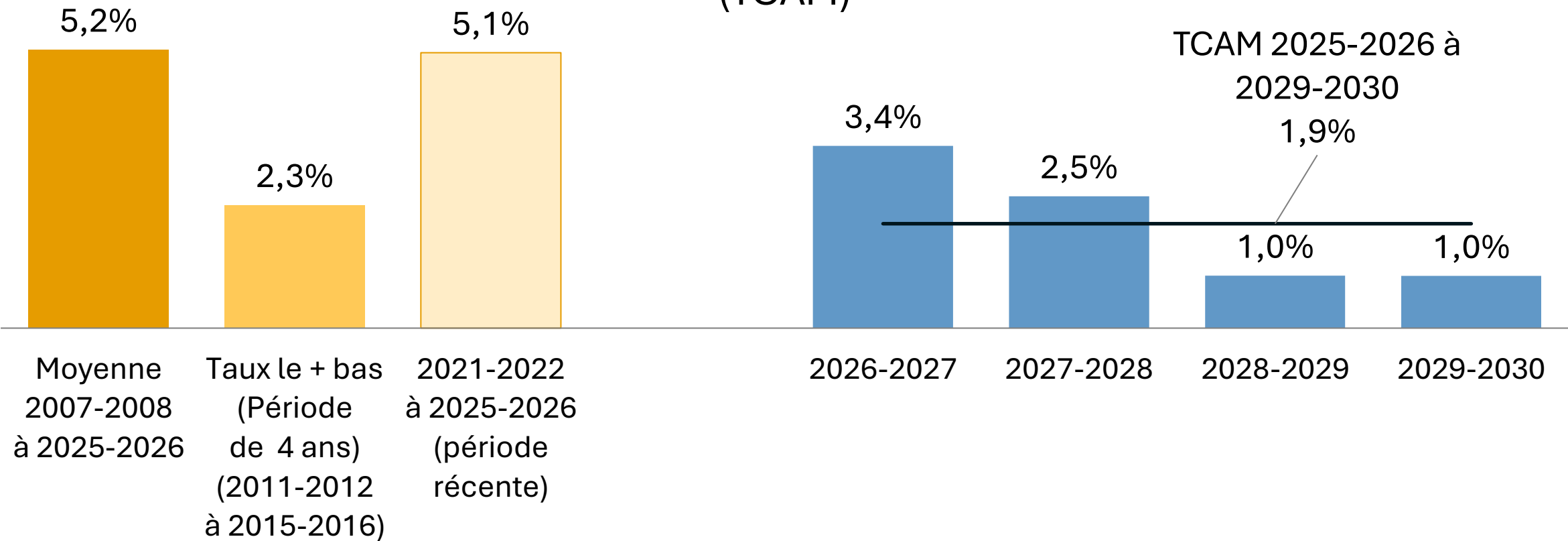
- Les efforts continuent d'être mis du côté des dépenses pour retrouver l'équilibre budgétaire
 - Stabilité du poids des revenus autour de 24,8 % du PIB, mais baisse du poids des dépenses



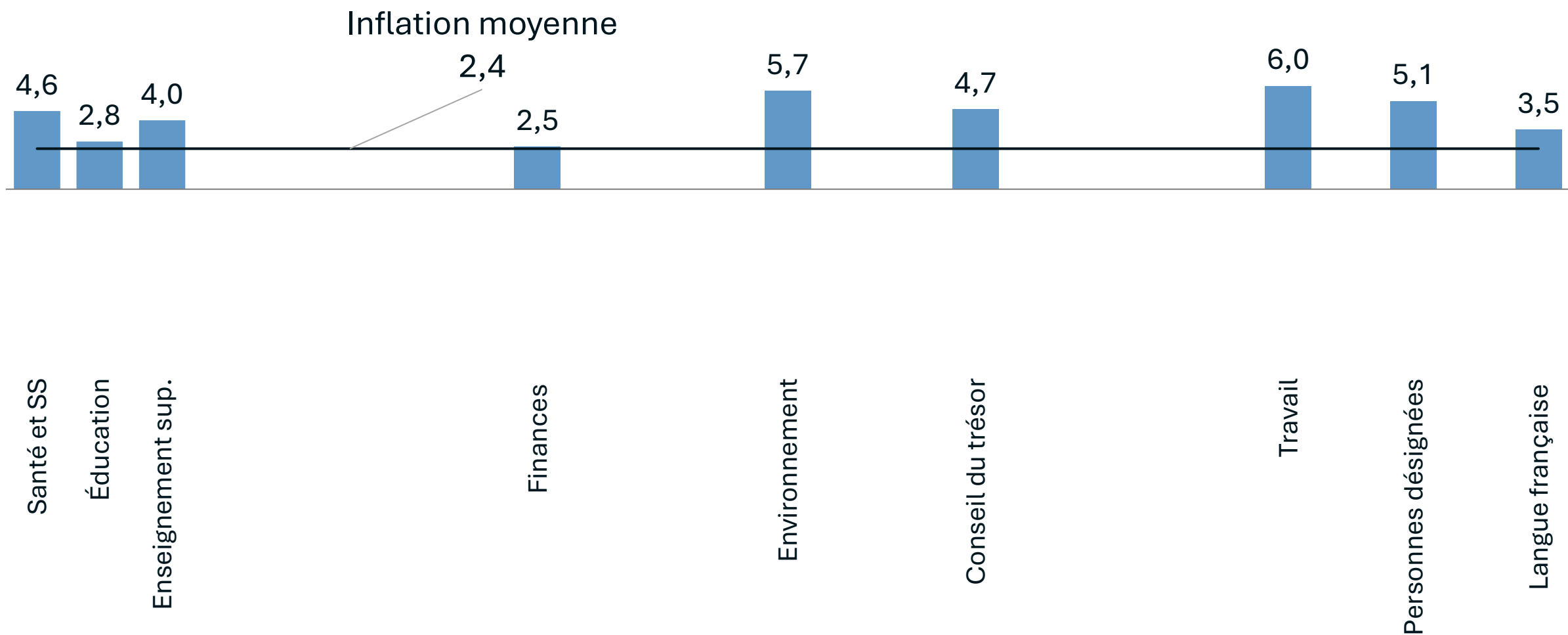
Ne tient pas compte des versements au Fonds des générations, des provisions et des écarts à résorber.

- Hypothèse clé pour le retour à l'équilibre budgétaire en 2029-2030 : Croissance annuelle des dépenses de 1,9 % entre 2025 et 2029

Dépenses de portefeuilles- Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

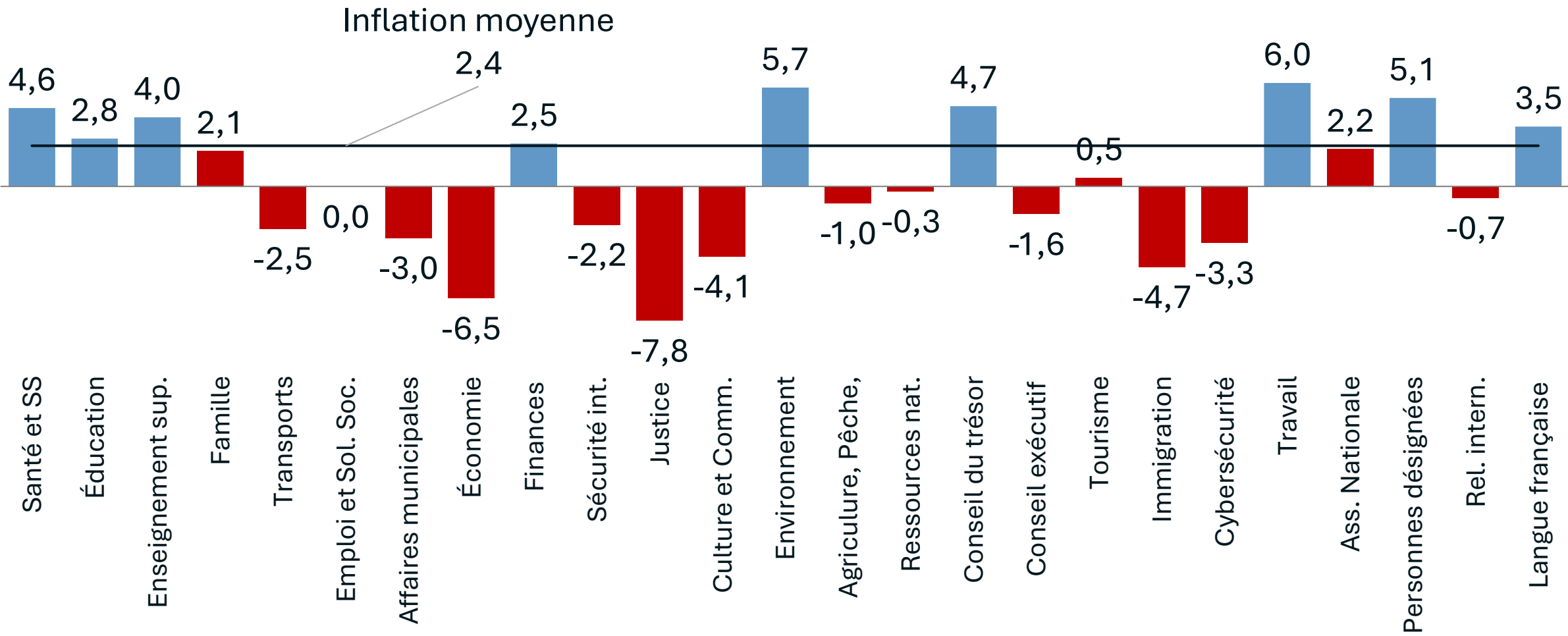


Croissance des dépenses de portefeuilles : TCAM de 2025-2026 à 2028-2029



9 portefeuilles (69,6 % des dépenses de portefeuilles) avec une croissance annuelle moyenne supérieure à l'inflation moyenne

Croissance des dépenses de portefeuilles : TCAM de 2025-2026 à 2028-2029



Ainsi, 16 portefeuilles (30,4 % des dépenses de portefeuilles) avec une croissance annuelle moyenne inférieure à l'inflation moyenne

- Économie (Δ de 1 pt % du PIB nominal = Δ 1,2 G\$ sur les revenus autonomes
 - Effets d'une inflation élevée persistante = Effet $\uparrow$
 - Défis liés à la hausse du taux d'emploi et de la productivité : Effet $\downarrow$
 - Instabilité du commerce extérieur

- Entreprises du gouvernement : Renouvellement de l'entente sur Churchill Fall : si retardé, Δ revenus Hydro

- Transferts fédéraux :
 - Bénéficiaires du programme de péréquation : Si ajout d'un bénéficiaire = Effet $\downarrow$
 - Négociation concernant des programmes de transfert pour la santé = Effet $\uparrow$
 - Autres transferts : sommes annoncées non intégrées notamment = Effet $\uparrow$

➤ Dépenses de portefeuilles ➔ Un défi

- Croissance faible au total
- Portefeuilles en décroissance
 - conséquences pour les bénéficiaires de ces activités et de ces programmes

➤ Écart à résorber ➔ un défi

➤ Facteurs d'atténuation des défis présents dont :

- Provision pour éventualités (1,5 G\$ par année à partir de 2027-2028)



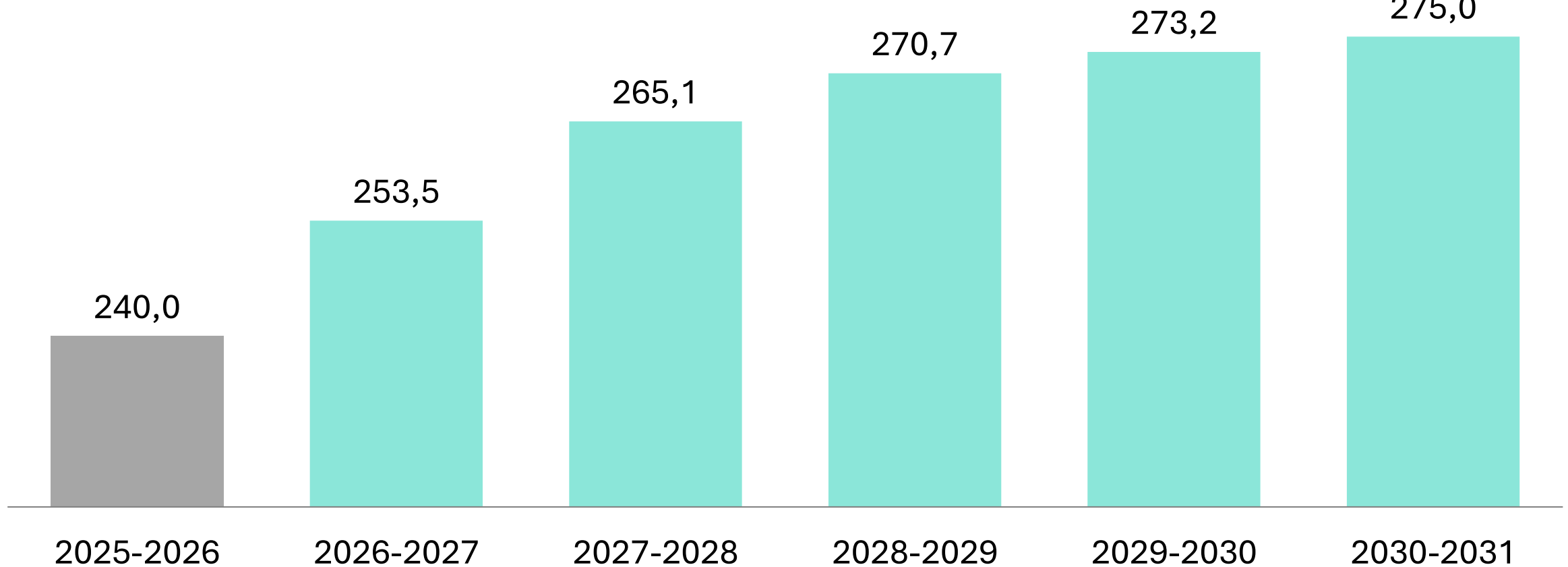
Rapport préélectoral

Endettement

Passif financier net (remplace le concept de dette nette)

- Le passif financier net augmente chaque année, mais sa croissance ralentit, suivant l'élimination graduelle des déficits puis une contribution des immobilisations nettes qui ralentit

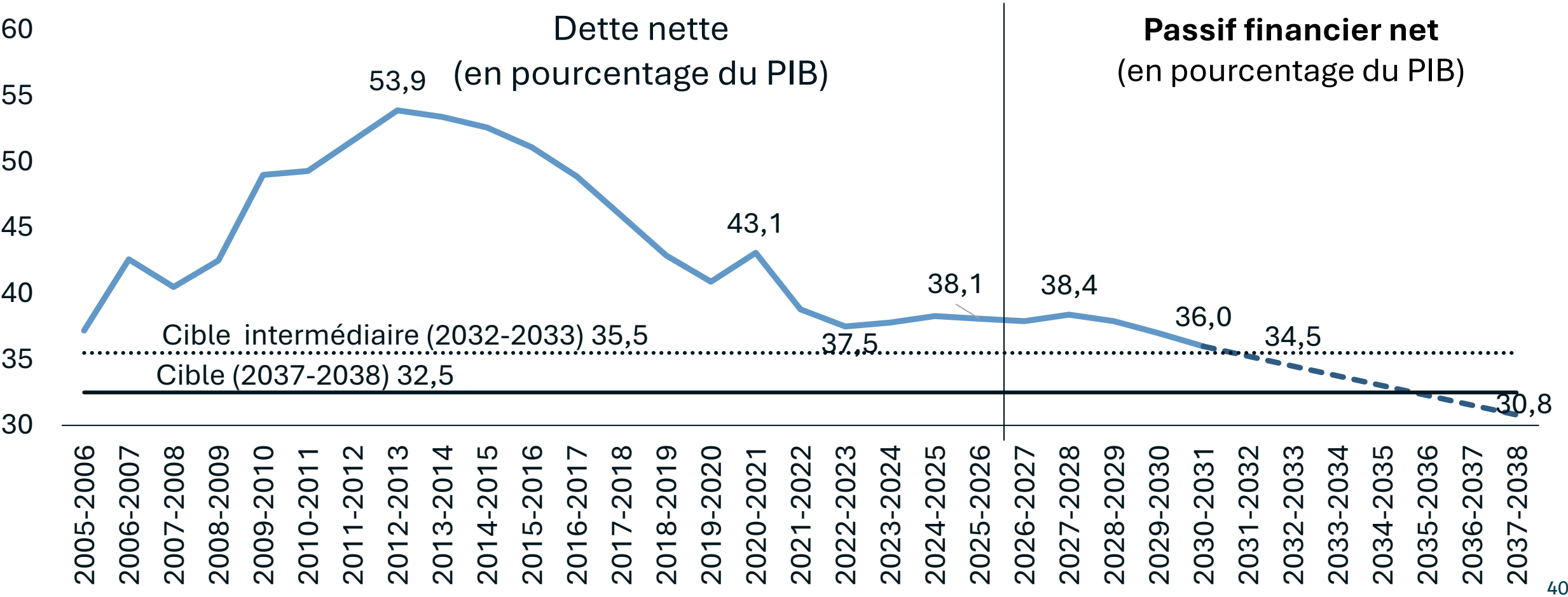
Passif financier net (en milliards de dollars)



Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations

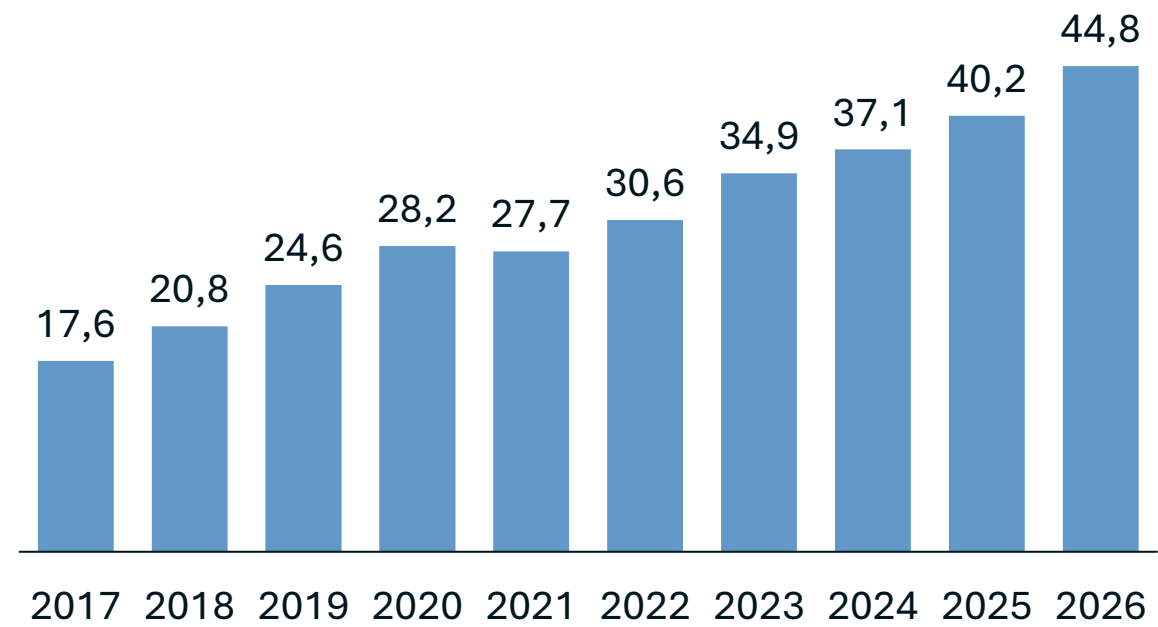


- Le RPÉ 2026 montre un ratio de la dette nette au PIB de 38,1 % au 31 mars 2026
- Le gouvernement serait en mesure d'atteindre ses cibles de réduction de la dette selon le RPÉ 2026

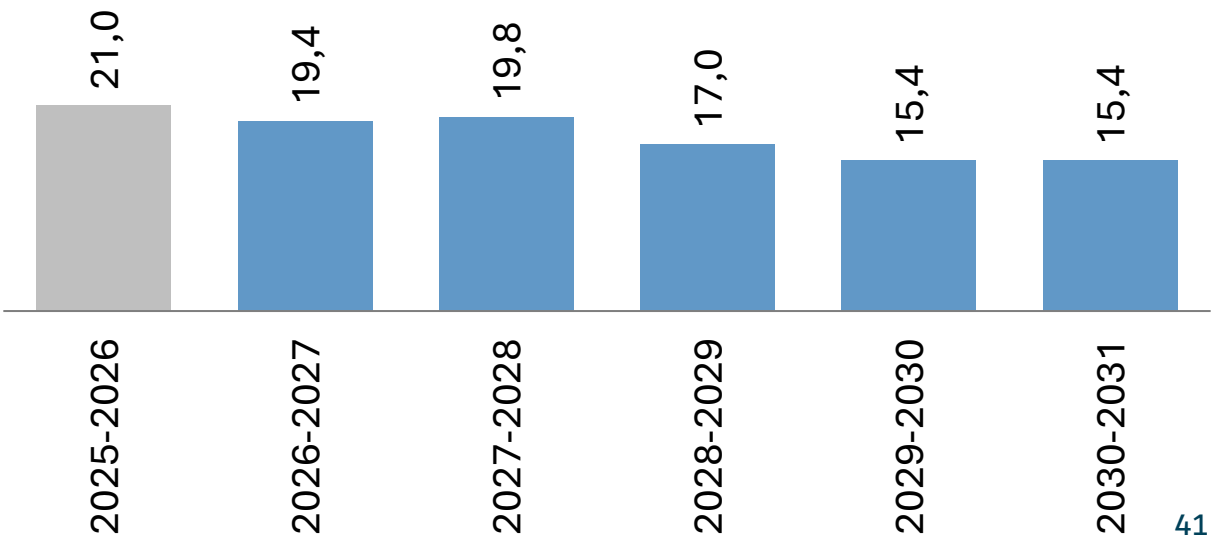


- Défi en matière d'infrastructures
- Si le gouvernement choisissait de rehausser les enveloppes du PQI pour combler ces besoins et réaliser les projets prévus, le ratio de la dette nette par rapport au PIB pourrait être plus élevé que prévu

Déficit de maintien des actifs (DMA)
(en milliards de dollars)



Investissements annuels au PQI
(en milliards de \$)

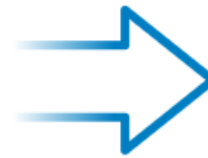


Trajectoire de la réduction de la dette

Diminution
significative des
investissements nets
en immobilisations sur
une période prolongée



Diminution d'un peu plus
de **20 %** des investissements
prévus dans le plan québécois
des infrastructures de
2026-2027 à 2030-2031



Impact possible
sur la pérennité
des infrastructures
existantes



Image tirée de : Vérificateur général du Québec (2026), *Analyse détaillée du Vérificateur général du Québec portant sur le rapport préélectoral 2026*, p. 5

■ **Loi sur l'équilibre budgétaire**

... des efforts importants demeurent à mettre en œuvre dans les prochaines années, et qu'il est nécessaire de déterminer des mesures supplémentaires pour atteindre l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030 et pour le maintenir en 2030-2031

■ **Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations :**

En ce qui concerne le rapport portant sur le suivi de l'atteinte de la cible de réduction de la dette fixée à 32,5 % du PIB pour le 31 mars 2038, le ministère présente une trajectoire qui nécessite le maintien de l'équilibre budgétaire ainsi qu'une diminution significative des investissements nets en immobilisations.



Rapport préélectoral

Qualité de l'information

Éléments positifs

- ✓ Contient les renseignements requis énoncés dans la Loi sur le ministère des Finances
- ✓ Présente aussi plusieurs autres renseignements qui permettent de dresser un portrait relativement détaillé de la situation financière et économiques

➔ Le contenu a été amélioré

Éléments négatifs

- ✓ Présentation non détaillée des dépenses de chacun des portefeuilles
- ✓ Absence d'un portrait global des efforts à réaliser pour respecter le plan de retour à l'équilibre budgétaire
- ✓ Présentation du solde comptable à améliorer dans le cadre financier



Rapport préélectoral

Autres

- Les partis ont maintenant en main une base commune pour construire les cadres financiers
- Des outils sont à leur disposition, dont :
 - Simulateur fiscal du Québec de la CFFP
 - Simulateur des finances publiques (RPÉ)
 - Coffre à outils électoral de la CFFP

Une référence pour l'analyse et la vulgarisation des
enjeux socioéconomiques touchant la politique fiscale et
les finances publiques

SIMULATEUR FISCAL DU QUÉBEC

GUIDE DES MESURES FISCALES

COFFRE À OUTILS ÉLECTORAL

+ Mode d'emploi et Guide du simulateur

+ Définitions

+ Barème d'imposition

+ Imposition du gain en capital

+ Montant personnel de base

+ Allocation famille

+ Crédit d'impôt pour le soutien des aînés

+ Crédit d'impôt pour solidarité

+ Prime au travail

+ Nouveau crédit remboursable

+ Taxe de vente du Québec (TVQ)

+ Taxe sur les carburants

AFFICHER LE BARÈME 2026

Vos modifications ont un effet total de **0 M\$** sur les revenus du gouvernement, composé de:

- > Effet direct: **0 M\$**
- > Effet indirect: **0 M\$**
- > Effet comportemental: **0 M\$**

Le total représente **0,00%** des revenus consolidés de l'exercice financier 2026-2027.

EFFETS DIRECTS
SUR LES MÉNAGES

EFFETS SUR LE
CADRE FINANCIER

RÉTABLIR LES
PARAMÈTRES 2026



<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/finances/publications#c321870>

	A	B	C	D	E
1	Québec  Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026				
2					
3			Cadre financier et simulateur des finances publiques		
4					
5			Bienvenue dans le cadre financier détaillé du rapport préélectoral!		
6					

Partie I : Les résultats du rapport préélectoral

Cette partie présente les données et un rappel de certains éléments publiés dans le cadre du rapport préélectoral.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/finances/publications#c321870>

Partie II : Le simulateur des finances publiques

Cette partie vous permet de faire une simulation dans laquelle vous proposez des engagements et indiquez l'impact qu'ils auraient sur le cadre financier du gouvernement du Québec.

6. Simulation budgétaire

Cette feuille vous permet de saisir vos engagements dans le simulateur des finances publiques pour les années 2026-2027 à 2030-2031.

7. Résultats de simulation

Cette feuille affiche les résultats de simulation pour le cadre financier, la dette nette et la dette brute, à la suite de la saisie de vos engagements dans la feuille précédente.

8. Révisions par rapport au rapport préélectoral

Cette feuille affiche les révisions au cadre financier et à la dette dues aux différences entre votre simulation et les résultats du rapport préélectoral.

Coffre à outils électoral

Une référence pour l'analyse et la vulgarisation des enjeux socioéconomiques touchant la politique fiscale et les finances publiques

SIMULATEUR FISCAL DU QUÉBEC

GUIDE DES MESURES FISCALES

COFFRE À OUTILS ÉLECTORAL

utils électoral



En quelques mots

Dans le cadre de la **campagne électorale québécoise**, cette page regroupe **une série de publications récentes et d'outils de la CFFP**, qui peuvent contribuer à cerner certains enjeux touchant la fiscalité et les finances publiques du Québec.

Midi-conférence – Promesses électorales de Duplessis à aujourd’hui

Jeudi 27 août 2026 de 12 h à 13 h, en ligne

Conférencier



Harold Bérubé

Conférencier



**Tommy Gagné-
Dubé**

Détails et
inscription



Débat électoral sur les enjeux de finances publiques et de fiscalité



Eric Girard

Candidat dans Groulx



Adrien Pouliot

Candidat dans D'Arcy-
McGee



Frédéric Beauchemin

Candidat dans Brome-
Missisquoi



Alain Therrien

Candidat dans Sanguinet



Gabriel Laurence-Brook

Candidat dans Jacques-
Cartier

Animation

Michèle Boisvert

Avec la participation de

Luc Godbout



21 septembre 2026,
en ligne



Détails et inscription